



Carole DELGA
Ancienne ministre
Présidente de la Région
Languedoc Roussillon Midi Pyrénées

« Votre avis construit la Région »
Je tiens à ce que ce soit vous qui participez au **choix du nom** de notre nouvelle Région.

DONNONS UN NOM
CONSULTATION À NOTRE **RÉGION**

La liste des noms

à classer sur internet, par ordre de préférence

- Languedoc
- Languedoc-Pyrénées
- Occitanie
- Occitanie-Pays Catalan
- Pyrénées-Méditerranée

PARTICIPONS SUR
regionLRMP.fr

#LeNomDeMaRegion



« On vaut mieux que ça ! »

Du temps partiels subis à l'exigence de rémunérer le travail à sa juste valeur, continuons à poser en grand la question de rendre leur travail à celle et ceux qui le font.

Car, avec la loi El Khomri, il s'agit bien de déposséder encore plus les femmes de leur travail quand on leur impose des horaires qu'elles n'ont pas choisis, une durée de travail qui peut augmenter à 46h/semaine, la remise en cause du minimum légal de 24h/semaine pour les temps partiels, quand on réduit les choix professionnels dont elles disposent à 4 secteurs d'activités, quand on tire prétexte des grossesses pour tordre leurs carrières etc...

Articulons les luttes, menons les de manière solidaires, faisons reculer toutes les dominations, devenons féministes !

Sylvie Kabous

Rouge Espoir

Trimestriel – Suppl n° 1 au n° 83 d'avril - 2€ - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29 avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr Gérant : Claude Nastorg

A Cahors ils ont dit :

Marc Brynhole, ancien président du groupe PCF-Front de Gauche du conseil régional Centre :

« Nous vivons, dit-il en citant Aragon, des temps déraisonnables. Il n'y aura pas d'issue sans rupture avec le système capitaliste. Il faut se poser des questions neuves si l'on veut faire du neuf. On nous dit dans le camp d'en face comme chez les dirigeants socialistes qu'il n'y a pas d'autre futur possible que celui qu'ils nous préparent et fabriquent. La compétitivité, la concurrence, la flexibilité seraient des lois naturelles auxquelles on ne pourrait pas déroger.

Nous sommes bien décidés à relever ces défis. Et les communistes, dans un document qu'ils soumettent aux Français(e)s : 'La France en Commun' ont travaillé sérieusement ces questions pour donner du sens et de la crédibilité à leurs propositions. Plus encore, actuellement, ils procèdent à une grande consultation citoyenne : 'Que demande le peuple' pour nourrir le contenu d'un projet commun à toute la gauche qui refuse l'austérité.

Nous participons activement aux mobilisations sociales qui indiquent que des réveils se font jour mais pour qu'une lame de fond se lève, il faut traiter correctement la question de la perspective 2017, sinon la droite flanquée d'une extrême droite à haut niveau pourrait l'emporter pour, qui sait, les 15 prochaines années. Il convient donc de débattre des contenus avec les citoyens et de travailler, dans un deuxième temps, à la recherche d'une candidature la plus rassembleuse possible. Il n'y aura pas de processus démocratique pour dépasser les règles du libéralisme sans la participation des citoyens.



A Cahors, vendredi soir, tous les intervenants ont apprécié la tenue d'un débat de projet pour bâtir des convergences, à notre portée, des forces politiques et populaires. Ainsi, dans leur intervention préliminaire ils ont dit :

Myriam Martin pour Ensemble : *« Le peuple de gauche est majoritaire mais on ne l'écoute pas. Avec la loi El Khomri, François Hollande promeut la démocratie du 49-3. Mais comment renverser la vapeur. Certes il y a des divergences entre nous mais elles ne sont pas telles que nous ne puissions nous rassembler sur un projet commun, en rupture avec l'austérité, répondant aux besoins aux urgences sociales, démocratiques et écologiques. Nous sommes de toute façon condamnés à construire ensemble une vraie alternative politique, sinon nous assisterons au retour d'une droite qui frappera fort. L'intervention citoyenne sera décisive ».*

Suite page 2

A l'initiative du Comité Lotois des Amis de «l'Humanité»
« COMME DES LIONS »

3 séances exceptionnelles dans le département avec la participation de la réalisatrice **Françoise Davisse**

A CAHORS : Dimanche 5 juin Cinéma «Le Quercy» à 17 heures.

A FIGEAC : Lundi 6 juin cinéma Ch Boyer (Astrolabe)
à 14 heures (scolaires) et à 20 heures



Ne loupez pas ce film.....Il pourrait vous donner des idées?

Venez nombreux!!!

Renseignements : 06 19 02 07 11



Sommaire

- P 1 : A Cahors ils ont dit
- P 2 : Manifeste
- P 3 : Perception de Luzech
- P 4 : Donnons un nom à notre région / Comme des lions

Paul Alliès pour ACPG (PS frondeur), président de la convention pour une VIème République : « *Il n'est pas si courant de se mélanger et échanger comme vous le faites ce soir à Cahors pour ne pas le souligner. Nous vivons une crise politique dans toute l'Europe. La désaffection massive en France des citoyens par rapport à la chose politique fait que le système ne fonctionne plus. La question des institutions qui est restée une question technique est liée à la question démocratique. Aucune des douze réformes institutionnelles promises par F. Hollande n'a été tenue. Le problème, c'est le projet qu'il faut construire ensemble* ».

Yannick Jadot pour EELV : « *La crise politique tient au fait que les élections présidentielles ont pris les législatives en otage. C'est le président qui installe sa majorité parlementaire. Je défends la proportionnelle. Nous avons besoin de l'Europe pour coordonner les politiques fiscale, sociale et climatique. Le risque serait de sortir du débat européen pour en rester à l'échelle nationale. Je suis un initiateur de la primaire à gauche pour construire d'abord le projet avant la candidature commune. Je crois au compromis positif. De toute façon nous n'avons pas le choix* ».



En marge du débat citoyen, nous avons demandé à Marc Brynhole : Y a-t-il deux gauches en France comme le prétend F. Hollande ?

« Qu'y a-t-il de gauche dans la politique de François Hollande et Manuel Valls ? Ce gouvernement s'est battu avec acharnement pour imposer la déchéance de nationalité aux binationaux et c'est un gouvernement dans lequel siège Emmanuel Macron, qui veut rompre avec tous les fondamentaux de la gauche.

Tout cela est une mascarade. En vérité, ce discours sur les deux gauches entend briser définitivement la gauche pour tourner la page d'une alternative de transformation sociale.

Aujourd'hui, la gauche ne peut être fidèle à ses valeurs qu'en rompant avec le libéralisme. Hollande et Valls font le lit du Medef et de la droite. Au contraire, un grand projet de gauche qui proposerait la maîtrise publique de l'argent, un changement radical d'orientation de l'Union européenne, une nouvelle République et la relance de la production et des services publics sur la base d'un nouveau modèle économique serait capable de redresser la France et d'unir les Français. »

MANIFESTE

POUR UN GRAND SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE D'AVENIR

La question des transports a pris un tour inquiétant dans le débat public alors même qu'elle se trouve aujourd'hui au coeur d'enjeux essentiels: climat et environnement, santé publique, aménagement du territoire, enjeux sociaux et économiques.

Quasi absents de la loi sur la transition énergétique, les transports font l'objet de décisions et de travaux pour le moins contradictoires avec l'apparence d'un consensus sur la nécessité de rééquilibrer les parts des différents modes en faveur des plus vertueux, singulièrement le mode ferroviaire.

Présenté comme historique, l'accord «COP21» ne donne aucune obligation aux états pour privilégier les modes de transports les plus écologiques... ce qui les laisse libres de poursuivre des politiques de transports qui tournent le dos aux exigences environnementales.

La libéralisation des transports de voyageurs par autocars inclue dans la loi Macron, les décisions visant les trains Intercités induites par le rapport de la commission Duron, les trains express régionaux (TER) fragilisés par une concurrence routière déloyale et la baisse des moyens aux collectivités territoriales illustrent les contradictions fortes entre les discours sur le développement durable et les actes.

Le transport des marchandises, livré à l'hégémonie du mode routier, est totalement abandonné à la seule volonté du marché qui ignore l'intérêt général et reporte sur la collectivité toute entière la prise en charge des coûts qu'il génère (infrastructure, pollution, accidents, congestion...).

Or, il s'agit là d'une grande question de société qui doit tenir une place centrale dans le débat politique.

Réfléchir à la façon dont nous transporterons demain les personnes et les biens dans une société où les besoins de mobilité croissent de façon importante implique une approche multimodale équilibrée.

Redonnons au rail toute sa place : les transports ferroviaires de passagers et de marchandises doivent redevenir de grands services publics. L'Etat et les Régions

doivent, en cohérence, assumer et développer leurs rôles d'Autorités Organisatrices des Transports, avec les moyens nécessaires en terme de financements et de moyens humains. La SNCF, entreprise publique, doit en être l'instrument. Elle doit être dotée des capacités nécessaires, tant en terme d'infrastructures que d'emplois et de compétences.

Parmi les 1ers signataires : Eliane ASSASSI, sénatrice, présidente du groupe CRC ; Clémentine AUTAIN, porte-parole d'Ensemble, conseillère régionale IDF ; Jacques AUZOU - Maire de Boulazac - Président de l'agglomération grand Périgueux. Vice-président du Conseil Départemental de la Dordogne ; Marie Georges BUFFET, députée PCF/ FDG ; André CHASSAIGNE, député PCF/FDG- président du groupe GDR ; Cécile DU-FLOT, députée de Paris, EELV ; Gilbert GARREL, secrétaire général de la fédération CGT des Cheminots ; Jean-Luc GIBELIN, VP Transport région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon PCF ; Pierre LAURENT, Sénateur de Paris, secrétaire national du PCF ; Didier LE RESTE, Conseiller de Paris, PCF ; Philippe MARTINEZ, Secrétaire général de la CGT ; Charles MARZIANI, Ancien VP Transport Région Midi-Pyrénées.



Carnet noir

Ils nous ont quittés. Nous présentons nos condoléances à leur famille.

Patrick Conduché de Vers, 63 ans

Claude Barry de Fajoles, 79 ans

La perception de Luzech pourrait mettre la clé sous la porte !

La récente mobilisation pour défendre l'école dans nos villages, tout comme les rassemblements en gare de Gourdon contre la suppression des trains de nuit, témoignent de l'attachement viscéral des populations au service public de proximité. Le PCF, totalement solidaire de ce mouvement, s'en félicite.

Partout, les mêmes logiques mortifères sont à l'œuvre, partout le service public est maltraité. Les politiques d'austérité mises en œuvre par le gouvernement, avec la bénédiction du MEDEF, pénalisent lourdement les territoires ruraux en les privant de services publics, pourtant essentiel à leur vitalité.

La Direction des Finances Publiques du Lot envisage de sacrifier en 2017 les trésoreries de Luzech et de St-Géry. Pour Saint-Géry, qui venait tout juste de sauver sa tête, la proposer à nouveau à fermeture s'apparente à de l'acharnement sur ce territoire rural qui ne mérite pas d'être stigmatisé de la sorte.

Le PCF fait part de sa colère et de son indignation. Marie Piqué, vice-présidente du conseil régional a interpellé l'administration sur l'avenir de la trésorerie de Luzech pour lui faire part de sa totale désapprobation.

Après les fermetures des perceptions de Catus, de Limogne et de Montcuq, la liste s'allonge de deux sites supplémentaires dans le Sud du Lot qui mettraient la clé sous la porte.

Si ce projet est mis à exécution, le nouveau canton de « Luzech - Montcuq » sera demain totalement dépourvu de trésoreries sur son sol !

Le conseil communautaire de la Vallée du Lot et du Vignoble vient de prendre unanimement position contre la fermeture de la trésorerie de Luzech. C'est un point d'appui supplémentaire dans la bataille engagée pour que vive le service public des Finances dans le Quercy.

A Luzech, les arguments avancés par les élus pour justifier le maintien de la perception sont écartés d'un revers de main ! Qui pourra croire que le service sera mieux rendu en éclatant ses missions sur Cahors et Puy-L'Évêque, éloignant ainsi les élus et les contribuables d'une structure de proximité fort utile et très opérationnelle,

Avec la mise en place de la nouvelle carte de l'intercommunalité, avec la création de communes nouvelles, c'est tout l'édifice administratif qui se trouve chamboulé. Et ce sont les populations qui vont en payer le prix fort !

Quoi qu'il en soit, l'administration des Finances doit savoir qu'elle trouvera les Partisans du service public à nouveau sur sa route pour faire échec à ces funestes projets.

Engagé pleinement dans la bataille pour faire échec au projet de loi El Khomri, le PCF n'en oublie pas pour autant les services publics qui sont un maillon essentiel du « vivre ensemble » dans le monde rural. Vous pouvez compter sur notre engagement à vos côtés !